



**OVIDA | AFRIDO**

Observatoire de la Vie Diplomatique en Afrique  
African Diplomacy Observatory



## NOTE DE SYNTHÈSE N° 17

Réalisée par Julien Chambolle

### 3ème réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV



Les 1er et 2 mai 2011 s'est tenue à Dakar (Sénégal), la 3ème réunion ministérielle de suivi de la TICAD (Tokyo International Conference on African Development). La rencontre avait un double objectif; d'une part faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama adopté lors de la IVème Conférence sur le développement africain (TICAD IV) tenue en 2008 et d'autre part de discuter des perspectives futures du processus et de l'agenda à venir. Cette Note présente ce qu'on pourrait retenir de cette réunion et les idées évoquées sur l'avenir des relations entre le Japon et l'Afrique.



## Bref retour sur le concept TICAD

La **Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD)** a été lancée en 1993 afin de promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les leaders africains et leurs partenaires au développement et de permettre aux africains de s'appropriier eux-mêmes les outils de leur propre développement, les objectifs à remplir étant présentés comme définis par les pays africains eux-mêmes. La tenue d'une conférence de haut niveau sur l'Afrique a été annoncée à l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 1991 par son Gouvernement. Cette initiative illustre un constat selon lequel *"il n'y aura pas de stabilité ou de prospérité dans le monde tant que les problèmes en Afrique ne seront pas réglés"* (1).

La TICAD s'articule autour de Conférences de haut niveau qui ont lieu tous les cinq ans. A ce jour, quatre d'entre elles se sont déjà tenues: la TICAD I en 1993, TICAD II en 1998, TICAD III en 2003 et la dernière, TICAD IV qui s'est tenue du 28 au 30 mai 2008. Cette dernière a défini trois priorités (2): 1) booster la croissance économique des Etats africains; 2) assurer la sécurité humaine en Afrique, concept incluant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la consolidation de la paix et de la démocratie; 3) l'appropriation par les gouvernements africains des questions environnementales et des enjeux du changement climatique.

## Bilan de la TICAD IV

Sur le plan de la mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama, les participants ont d'emblée salué les progrès observés, ainsi que les engagements additionnels formulés par le Japon lors de la seconde réunion ministérielle de suivi du TICAD IV tenue à Arusha (Tanzanie) en 2010.

Ainsi, aux dires du Ministre japonais des Affaires étrangères, Takeaki Matsumoto, esquissant un bilan de la mise en œuvre des promesses faites à l'issue de la TICAD IV, le doublement de l'aide à l'Afrique en la portant à 1,8 milliard de dollar d'ici 2012, est allé au-delà des objectifs, atteignant, en 2010, 2,05 milliards de dollars. L'objectif du doublement des investissements privés japonais (3,4 milliards de dollars jusqu'en 2012) a également été largement atteint et dépassé pour s'établir à 4,9 milliards de dollars annuel en moyenne jusqu'en 2009. Sur ce dernier point, ont été salués les efforts visant à renforcer les partenariats public-privé et particulièrement la contribution du secteur privé japonais dans l'accroissement du volume des échanges commerciaux et des investissements en Afrique.

Compte tenu de leurs actions et initiatives dans des domaines similaires, un appel a été lancé à plus de synergie et de coordination entre le processus TICAD et le Plan

d'Action Africain de l'Union Africaine/NEPAD pour 2010-2015.

La contribution japonaise à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en Afrique a aussi été saluée. A ce titre, les engagements pris en 2010 par le Premier ministre japonais, Naoto Kan, connus sur l'expression *"Khan Commitments"* d'articuler la politique d'assistance du Japon autour des domaines de la santé et de l'éducation ont été soulignés comme particulièrement appréciables. Toujours dans le même ordre d'idée, tout en reconnaissant la nécessité de continuer à maintenir le consensus international autour des OMD, les participants à cette réunion ministérielle de suivi ont appelé à des réflexions sur l'après-2015, année fixée pour ce qui devrait voir la réalisation effective, dans tous les domaines et dans toutes les régions du monde concernées, des objectifs définis en 2000.

## Perspectives d'avenir des relations Afrique-Japon

Les participants à la réunion de suivi ont favorablement accueilli l'idée avancée d'accroître l'implication de la TICAD dans *"l'accélération d'une croissance inclusive, durable, et économiquement, socialement, et environnementalement équilibrée"*. Ce soutien de la TICAD devrait accorder une attention particulière à la *"promotion de la libre circulation des biens, des services et des personnes en mettant sur l'approfondissement de l'intégration régionale, le développement des infrastructures régionales, ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire par le biais d'investissements dans le développement de l'agriculture"*.

En plus de ces orientations cette réunion ministérielle de suivi a permis d'esquisser certains domaines autour desquels vont se s'articuler et se renforcer les relations entre le Japon et l'Afrique.

## Contribution à la croissance durable en Afrique

Trois ans après la tenue de la quatrième TICAD et s'interrogeant sur son avenir, le Ministre des Affaires étrangères japonais, Takeaki Matsumoto, a déclaré que les priorités demeureront *"la stimulation de la croissance à travers le développement des infrastructures régionales, la promotion agricole et l'assistance à la sécurité humaine"*. La TICAD attachera aussi une importance aux écarts et vulnérabilités économiques et sociales (instabilité des prix alimentaires et chômage des jeunes) qui perdurent malgré la croissance économique que connaît l'Afrique, tout en s'assurant que cette dernière soit *"plus inclusive pour tous, véritablement durable et équilibrée d'un point de vue social et environnemental"*. Le Japon entend enfin faire en sorte que son assistance tienne plus compte du niveau de développement de chaque pays, en particulier dans les domaines de la santé et de l'agriculture.



## Paix et sécurité

S'exprimant sur la situation politique dans un certain nombre de pays africains (Côte d'Ivoire, Soudan, Somalie, Nord de l'Afrique), le Ministre Matsumoto a réaffirmé l'intention du Gouvernement japonais de continuer à jouer un rôle actif en matière de paix et de sécurité en Afrique.

Cet engagement du Japon, et d'une manière globale celui des partenaires de la TICAD, s'est renouvelé dans l'assistance à apporter au continent afin de l'aider à faire face à certains des défis continentaux et globaux auxquels il est confrontée sur la voie de son développement; au rang de ces défis on compte "la stabilité, la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'assistance humanitaire, la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance". Cet accompagnement devrait notamment se faire à travers l'établissement ou le renforcement d'un dialogue régulier entre tous les partenaires de la TICAD.

## Gestion des catastrophes

Compte tenu de son expérience dans la gestion des catastrophes naturelles, comme cela s'est encore récemment illustré, le Japon souhaiterait en faire bénéficier les pays africains; à ce titre une rencontre, sur le thème "création de sociétés et économies résistantes", rassemblant des responsables gouvernementaux africains en charge de la gestion des risques liés aux désastres naturels, devrait se tenir au Japon au cours de cette année 2011.

## Réforme du Conseil de sécurité

La nécessité de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, qui revêt aussi pour l'Afrique une importance (avec en filigrane la recherche d'une plus grande légitimité et représentativité de cet organe central dans l'architecture internationale de maintien de la paix et de la sécurité) a été une fois de plus souligné ; les partenaires du TICAD devraient à cet effet redoubler d'efforts afin que cette question et ce processus évolue dans le cadre des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU. Il faudrait à ce titre rappeler que le Japon est favorable à l'octroi d'un siège de membre permanent dudit Conseil à l'Afrique. Compte tenu des enjeux que représente ce projet de réforme pour la répartition et l'équilibre des forces et de la puissance au niveau mondial, on peut toutefois s'interroger sur l'effet que pourrait avoir cette posture diplomatique dans la conclusion d'un accord sur l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU.

## Changements climatiques

La même attitude a été prônée concernant les négociations sur les changements climatiques sur lesquels les participants se sont engagés à collaborer à la mise en oeuvre des accords de Cancun (Voir Note de synthèse de l'Observatoire sur les résultats du COP 16 de Cancun). A ce titre, le développement et l'adoption de mesures et pratiques visant et sous-tendant une croissance économique verte à travers notamment le recours à des technologies et à l'expertise japonaise pourrait être significative. Pour la COP 17 qui se tiendra à Durban (Afrique du Sud) à la fin de cette année, le Japon et les pays africains, bien qu'on puisse douter du caractère décisif du poids diplomatique que cette alliance représentera dans l'adoption d'un accord juridiquement contraignant post-Kyoto, devraient également collaborer afin que le rendez-vous produise des résultats concrets.

Le Japon s'est déclaré disposé à œuvrer à une "vision partagée avec les pays africains d'une transition vers une société faible en émission de carbone" et à continuer à les aider à adopter les mesures pour s'attaquer aux effets du changement climatique. Dans le même ordre d'idées, les participants à la réunion de suivi ont ainsi "salué la mise en oeuvre rapide (...) du mécanisme japonais de financement accéléré sur le changement climatique", de même que l'annonce faite par le Japon "de son intention de renforcer le dialogue politique sur le changement climatique avec les pays africains".

## NOTES

1. Voir <http://www.ticad.net/about.shtml>.

2. Voir <http://www.ticad.net/ivdocuments/TICADIV-ENGLISH.pdf>.

## A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s’inscrivent dans la volonté et l’objectif de l’*Observatoire* de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l’étude et l’analyse de certains des enjeux s’articulant autour des questions de: *Paix, Défense et Sécurité; Economie et Commerce; Droits de l’Homme;* et *Environnement*. Ces Notes portent également sur certains aspects relatifs aux canaux de la pratique diplomatique: bilatéralisme, régionalisme et multilatéralisme.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre de dégager des éléments de connaissance et de compréhension en offrant une réflexion, analyse & un décryptage sur des thématiques ou sur des événements et en faisant ressortir des idées maîtresses à des fins d’information et d’amélioration de la connaissance.

**William Assanvo** est l’éditeur des Notes d’OVIDA.

Pour tous vos commentaires et suggestions, bien vouloir écrire à [info@ovida-afrido.org](mailto:info@ovida-afrido.org).